

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 02 juin 2025

Résumé

Croissance du PIB : accélération au T1 2025, mais un ralentissement attendu sur le reste de l'année

Le PIB a progressé de 1,4% par rapport au trimestre précédent, tiré par une récolte de soja record, des investissements en hausse, et une consommation des ménages toujours dynamique. L'économie devrait néanmoins ralentir sur les prochains trimestres sous l'effet d'une politique monétaire restrictive. Le marché prévoit une croissance de 2,1% en 2025.

L'endettement des ménages est en hausse au premier trimestre

Plus de ¾ des ménages brésiliens ont actuellement des dettes et près d'un tiers sont en situation de défaut de paiement. Ces chiffres, en hausse depuis fin 2024, sont le reflet d'une politique monétaire restrictive, d'une inflation persistante, mais aussi d'un manque d'éducation financière. Face à ces enjeux, le gouvernement brésilien et la Banque centrale souhaitent renforcer la régulation et promouvoir la citoyenneté financière.

Brésil et l'intelligence artificielle - une révolution au risque d'accentuer les inégalités sociales ?

L'IA est devenue un axe stratégique pour le Brésil, qui cherche à combiner développement technologique et régulation éthique. Plusieurs projets de loi visent à encadrer ses usages, tandis qu'un plan national ambitieux vise à soutenir l'innovation. Malgré son potentiel, l'IA risque d'accroître les inégalités si le pays ne résout pas ses fragilités structurelles.

Graphiques de la semaine : Croissance du PIB et contributions côté offre et demande

LE CHIFFRE A
RETENIR :

+2,3%

C'est la nouvelle
prévision de
croissance du PIB
brésilien pour 2025,
selon le FMI, contre
2% précédemment.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,4%	+14,0%	137 003
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-4,0%	-27,0%	156
Taux de change USD/BRL	-1,1%	-9,4%	5,60
Taux de change €/BRL	-0,1%	+0,1%	6,42

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualité macro-économique & financière

Croissance du PIB : accélération au T1 2025, mais un ralentissement attendu sur le reste de l'année

Le produit intérieur brut (PIB) du Brésil a progressé de +1,4% au premier trimestre 2025¹ par rapport au trimestre précédent, selon [l'institut brésilien des statistiques](#) (IBGE), en ligne avec les prévisions du marché (+1,5%). En glissement annuel (g.a.), la croissance atteint 2,9%, légèrement inférieure aux 3,1 % anticipés.

Ce résultat marque une nette accélération par rapport au T4 2024 (+0,1% au T4 2024, en glissement trimestriel – g.t.), tirée principalement par le secteur agricole, mais également soutenue par la consommation des ménages et les investissements.

Taux de croissance du PIB trimestriel (en glissement annuel)



Source : IBGE

Du côté de l'offre : la croissance du PIB au T1 2025 repose avant tout sur la forte performance de l'agriculture, en hausse de 12,2% par rapport au

trimestre précédent (+10,2 % en g.a.), grâce à une récolte record de soja. Traditionnellement, les meilleurs résultats agricoles sont concentrés en début d'année. Le Brésil devrait enregistrer une récolte historique en 2025. Même hors agriculture, le PIB aurait progressé de 0,8%, un rythme plus modeste, mais encore significatif.

Le secteur des services, moteur structurel de l'économie brésilienne, affiche une 19^{ème} hausse trimestrielle consécutive (+0,3% en g.t. ; +2,1% en g.a.). Il représente plus des deux tiers du PIB et reste le principal pourvoyeur d'emplois. Les services d'information et de communication (+3% en g.t.) et les activités immobilières (+0,8 % en g.t.) enregistrent les meilleures performances.

L'industrie, en revanche, recule légèrement de 0,1% sur le trimestre, interrompant huit trimestres consécutifs de croissance (+2,4% en g.a.). Ce repli s'explique par la baisse de la production manufacturière (automobiles, textiles, électroménagers) de 1% sur le trimestre et celle de la construction de 0,8%, en contraste avec ses bons résultats de 2024. **Seule l'industrie extractive progresse (+2,1% en g.t.), portée par une production pétrolière supérieure aux prévisions.**

Du côté de la demande : Les investissements (formation brute de capital fixe) ont fortement contribué à la croissance, en hausse de 3,1% sur le trimestre (+9,1% en g.a.), grâce à une demande accrue de biens d'équipement. Le taux d'investissement atteint ainsi 17,8% du PIB au premier trimestre, contre 16,7% un an plus tôt.

La consommation des ménages rebondit de 1% après un recul en fin d'année 2024 (-0,9%). Elle reste

¹ Corrigé des variations saisonnières.

soutenue par l'augmentation du revenu disponible, tirée par un marché du travail qui demeure dynamique, par l'élargissement des programmes de transfert de revenu² et l'expansion du crédit, malgré une politique monétaire très restrictive. **En glissement annuel, elle progresse de 2,6%.**

La consommation des administrations publiques reste plutôt stable sur le trimestre (+0,1%), mais enregistre une hausse de 1,1% en glissement annuel.

Le commerce extérieur a poursuivi la tendance amorcée fin 2023 : les importations ont progressé de 5,9% sur le trimestre (+14% en glissement annuel), à un rythme supérieur à celui des exportations (+2,9% en g.t. ; +1,2% en g.a.), entraînant **une contribution négative du solde commercial**. Cette dynamique reflète une demande intérieure toujours vigoureuse, dans un contexte d'économie encore dynamique.

Les analystes locaux anticipent un ralentissement progressif de l'économie à partir du deuxième trimestre, en raison de l'atténuation de l'effet porteur de l'agriculture et de l'impact du resserrement monétaire — avec un taux directeur désormais à 14,75%, contre 12,25% fin 2024. **La croissance attendue par le marché s'établit à 2,13% en 2025**, après 3,4% réalisé en 2024. **Le gouvernement se montre plus optimiste, tablant sur une hausse du PIB de 2,4%.**

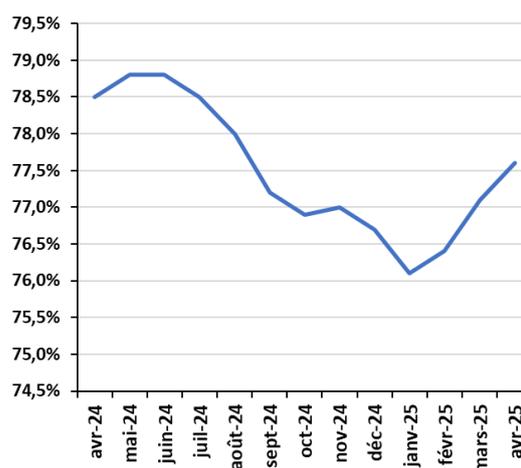
² Le renforcement du programme *Bolsa Família*, l'ajustement de l'aide attribuée par le programme Vale-Gás, l'ajustement du salaire minimum, etc.

Etudes économiques & financières

L'endettement des ménages est en hausse au premier trimestre

77,6% des ménages brésiliens sont endettés³, selon [les données](#) de la Confédération nationale du commerce (CNC). Il s'agit du troisième mois consécutif de hausse, bien qu'il reste légèrement inférieur à celui d'il y a un an (78,5 %).

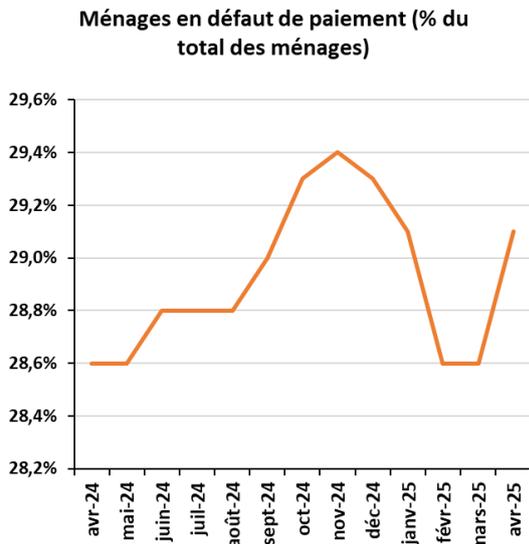
Ménages endettés (% du total des ménages)



Source : CNC (Peic)

Le nombre de ménages en situation de défaut de paiement, c'est-à-dire n'ayant pas honoré au moins une échéance, a atteint 29,1%, en hausse de 0,5 point de pourcentage (p.p.) sur un mois. **La proportion de ménages affirmant ne pas pouvoir rembourser leurs dettes a aussi progressé, atteignant 12,4%**, contre 12,1% un an plus tôt.

³ Tous types de dettes confondus : carte de crédit, découvert bancaire, *carnês*, crédit *consignado*, prêt personnel, mensualités liées à l'achat de véhicules ou de biens immobiliers, etc.



Source : CNC (Peic)

Par type de crédit, la carte de crédit (carte bancaire assorti d'un crédit revolving) reste la plus utilisée, par 83,8% des ménages endettés. Elle permet de différer ou fractionner les achats, mais entraînant des taux d'intérêt particulièrement élevés en cas de non-remboursement intégral (dépassant 100% par an⁴). En deuxième position figurent les **carnés, utilisés pour échelonner les paiements à partir de factures mensuelles** (17,4%), suivis par le **crédit à la consommation** (10,5%, +0,4 p.p.).

Selon la société d'analyse de crédit Serasa, **le montant moyen de dette des consommateurs en défaut de paiement s'élevait à environ 6 000 BRL (935 EUR), pour un total cumulé de 457 Md BRL (71,2 Md EUR).** Les Etats les plus touchés sont l'Amapá (62,2% des adultes de l'Etat en situation de défaut) dans la région Nord, le District Fédéral (60,5%) au Centre-Ouest, et Rio de Janeiro (56,3%) dans le Sud-Est.

La part du revenu des ménages consacrée au remboursement des dettes continue d'augmenter, atteignant 27,2% du revenu disponible en février, selon les données de la Banque centrale (BCB). C'est le niveau le

plus élevé depuis juillet 2023 (27,3%), mois de lancement du programme *Desenrola*, visant à faciliter la renégociation des créances et contenir le surendettement.

Malgré un marché du travail dynamique et un revenu disponible record en 2024, l'endettement des familles, notamment celles en défaut de paiement, s'est aggravé ces derniers mois. Cette détérioration s'explique par plusieurs facteurs. **Le taux directeur de la BCB est passé de 10,5% en mai 2024 à 14,75% en mai 2025** — son plus haut niveau en près de 20 ans —, renchérissant le coût du crédit. **Parallèlement, l'inflation sur 12 mois a atteint 5,5% en avril,** réduisant le pouvoir d'achat, avec des hausses marquées dans l'alimentation et les transports, touchant plus durement les ménages les plus vulnérables.

Plusieurs analystes locaux estiment que la digitalisation rapide du système financier depuis 2021 — avec la généralisation des banques en ligne, du crédit à la consommation et des paiements instantanés (*Pix*) — **a certes favorisé l'inclusion financière, mais a aussi exposé de nombreux ménages à des produits coûteux et peu transparents,** souvent sans accompagnement en éducation financière.

Selon la CNC, l'endettement des ménages devrait encore progresser en 2025 (+2,4 p.p. anticipé entre décembre 2024 et décembre 2025), tout comme le défaut de paiement (+0,5 p.p.), en raison de taux d'intérêt élevés et d'un accès plus restreint au crédit.

Face à ces enjeux, le ministère des Finances prépare une réforme de la régulation financière visant à clarifier

⁴ Dans certains cas, le taux d'intérêt mensuel appliqué au crédit rotatif peut dépasser 15%, ce qui correspond à un taux annualisé supérieur à 400%. Toutefois, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 14.690/2023 en janvier

2024, le montant total des intérêts, frais et pénalités ne peut excéder 100% du principal initial, au moment du règlement final de la dette.

les missions de supervision, en distinguant les volets prudentiels (solidité des institutions financières) de ceux liés à la protection des consommateurs. Le gouvernement mise également sur le programme *Crédito do Trabalhador*, lancé en 2024, pour élargir l'accès au crédit dans de meilleures conditions (voir [brèves du 17 mars 2025](#)).

Brésil et l'intelligence artificielle - une révolution au risque d'accentuer les inégalités sociales ?

L'intelligence artificielle (IA) s'impose comme un enjeu central des politiques publiques au Brésil, tant pour son potentiel économique et social que des enjeux de régulation associés. Le pays souhaite se positionner comme un leader régional – voir mondial – en matière d'innovation et d'efficacité dans l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Sur le plan réglementaire, le Brésil élabore actuellement un cadre législatif complet sur l'IA. Le projet de loi n° 2.338/2023, approuvé par le Sénat en décembre 2024, constitue une première tentative ambitieuse. Inspiré du modèle européen, il adopte une approche fondée sur les risques, classant les systèmes d'IA selon leur niveau de dangerosité et imposant des obligations spécifiques aux développeurs, fournisseurs et utilisateurs. Le texte met l'accent sur la transparence, la gestion des risques, la protection des droits fondamentaux et la responsabilité. Il est en cours d'examen par la Chambre des députés, où une commission spéciale, créée en mai dernier, en analyse les dispositions.

D'autres textes viennent compléter cette démarche. Le projet de loi n° 759/2023 entend structurer l'écosystème national de l'IA en établissant des normes générales pour sa recherche, son développement et son application. Le projet n° 526/2025, présenté en février, propose d'interdire certaines pratiques jugées à haut risque (surveillance de masse sans autorisation judiciaire, désinformation automatisée, décisions entièrement automatisées sans contrôle humain) et prévoit la création d'un Comité national d'éthique et de régulation de l'IA, chargé de superviser la mise en œuvre des futures lois et d'émettre des directives complémentaires. Les deux projets de loi sont en attente d'examen à la Chambre des députés.

En parallèle de cette structuration réglementaire, le gouvernement brésilien a lancé en 2024 un ambitieux plan national pour l'IA (PBIA⁵), doté de 23 Md BRL (3,6 Md EUR) sur quatre ans. Ce plan vise à accélérer l'innovation dans les entreprises, améliorer les services publics, moderniser le supercalculateur Santos Dumont, ou encore développer un « cloud souverain », posant ainsi les bases d'une autonomie technologique accrue (voir [brèves du 12 au 23 août 2024](#)).

Ces efforts s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à faire de l'IA un levier de transformation économique. Bien orientée, son adoption pourrait permettre au Brésil de rattraper son retard de productivité, de stimuler la croissance, de renforcer la transparence de l'action publique et de favoriser l'inclusion sociale. L'État en exploite déjà certaines capacités : selon le FMI⁶, le Trésor national utilise un algorithme d'apprentissage

⁵ Plano Brasileiro de Inteligência Artificial (PBIA) 2024-2028

⁶ Source : FMI, *AI Is Enhancing Fiscal Transparency in Brazil* (déc. 2024)

automatique pour classifier ses dépenses selon les standards internationaux, réduisant le temps de traitement de 1 000 à 8 heures avec une précision de plus de 97%.

Toutefois, le potentiel de l'IA au Brésil reste conditionné à la capacité du pays à surmonter plusieurs obstacles structurels majeurs. Le poids de l'informalité⁷, les inégalités d'accès au numérique, le manque d'investissement en capital humain⁸ et la faible diffusion technologique limitent l'impact positif de l'IA à grande échelle.

L'IA risque notamment d'accentuer les inégalités sur le marché du travail, notamment selon le niveau d'éducation. Les jeunes diplômés, plus mobiles et plus aptes à passer de métiers vulnérables à l'automatisation vers des fonctions valorisées par l'IA, pourraient en tirer profit. À l'inverse, les travailleurs moins qualifiés ou informels risquent d'être exclus de cette transition⁹.

Moins de 50% des emplois en Amérique latine sont exposés à l'IA, contre plus de 60% dans les pays développés, selon le FMI¹⁰ – un écart largement attribuable à la forte informalité, peu propice à l'innovation. **Sans progrès significatifs en matière de formalisation, de facilitation du crédit et d'allègement réglementaire, la transformation numérique pourrait approfondir les écarts entre grandes entreprises et structures informelles, creusant davantage les fractures sociales et économiques.** Les entreprises formelles

⁷ Environ 39% des travailleurs occupés au Brésil sont dans l'économie informelle.

⁸ Le Brésil souffre d'un déficit structurel en capital humain, qui freine son potentiel d'adoption de technologies avancées comme l'IA. Selon l'OCDE, le pays affiche l'un des niveaux moyens de scolarité les plus faibles parmi les grandes économies émergentes, avec une durée moyenne d'études d'environ 9 ans, contre 13 ans en moyenne dans les pays de l'OCDE. Moins de 20% des adultes brésiliens ont un diplôme universitaire, et les résultats des élèves brésiliens aux tests internationaux

d'Amérique latine disposent quant à elles d'un potentiel de productivité comparable à celui des pays développés¹¹, mais pour le concrétiser, elles devront **investir massivement dans la numérisation, l'innovation et la formation de la main-d'œuvre.**

L'IA générative pourrait affecter environ 31,3 millions d'emplois au Brésil, répartis dans au moins 13 familles professionnelles, selon une analyse du cabinet LCA 4intelligence, fondée sur une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT). **Actuellement, 30,5% des travailleurs brésiliens occupent des postes exposés à cette technologie, dont 5,4% fortement exposés,** avec un risque élevé d'automatisation quasi totale de leurs tâches. Les professions les plus concernées incluent notamment les employés administratifs, les analystes financiers, les développeurs web, ainsi que les agents et courtiers en Bourse.

D'après l'AI Preparedness Index du FMI, le Brésil reste moyennement préparé à intégrer ces transformations. Il devra renforcer ses infrastructures numériques et mettre en place un cadre de gouvernance robuste : normes éthiques, protection des données, régulation favorisant la concurrence.

Ainsi, si l'IA peut ouvrir la voie à un saut de productivité, elle ne garantit ni inclusion sociale ni croissance durable sans politiques publiques ambitieuses en matière d'éducation, de formation, d'innovation et de gouvernance technologique.

PISA restent inférieurs à la moyenne dans les domaines des mathématiques, des sciences et de la lecture. À cela s'ajoutent des inégalités régionales et sociales marquées dans l'accès à une éducation de qualité.

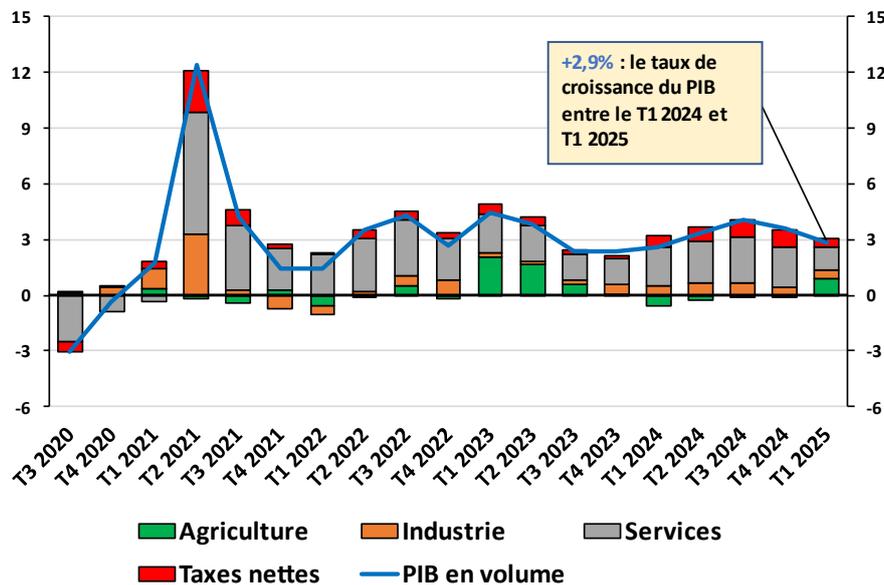
⁹ Source : FMI, *Exposure to Artificial Intelligence and Occupational Mobility* (juin 2024)

¹⁰ Source : FMI, *How Artificial Intelligence Can Boost Productivity in Latin America* (mars 2025)

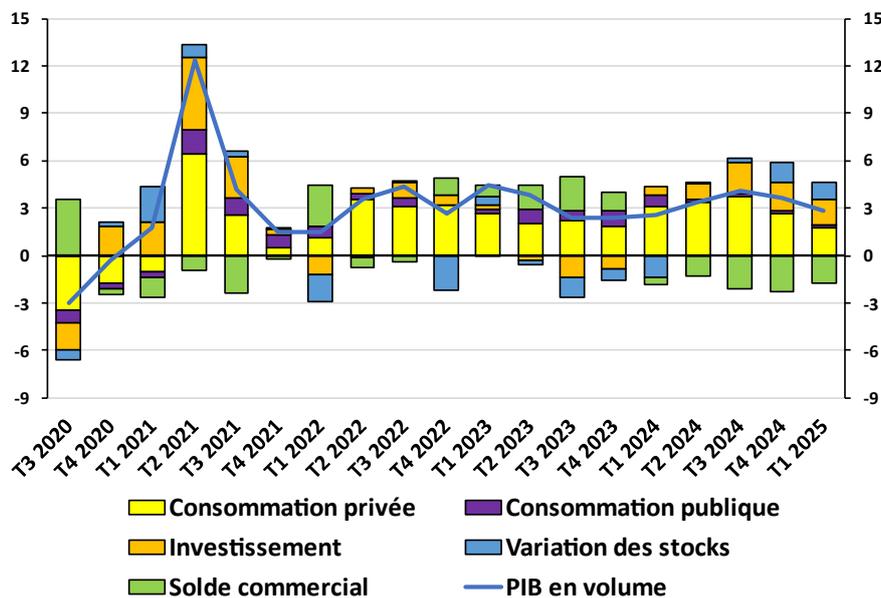
¹¹ Source : FMI, *What Can Artificial Intelligence Do for Stagnant Productivity in Latin America and the Caribbean?* (oct. 2024)

Graphiques de la semaine

Croissance du PIB (% , YoY) et contributions côté offre (p.p.)



Croissance du PIB (% , YoY) et contributions côté demande (p.p.)



Source : IBGE

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeckaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr